

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 QUIMPER

QUIMPER, le **07 JUIN 2023**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MIXAL (Sté)**

15 Route de Restaou – ZA de Kerfleury – 29300 Rédéné

Références : ENV-D-23. 0212

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2023 dans l'établissement MIXAL (Sté) implanté ZA de Kerfleury II 29300 Rédéné. L'inspection a été annoncée le 03/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MIXAL (Sté)
- 15 Route de Restaou – ZA de Kerfleury 29300 Rédéné
- Code AIOT : 0005514645
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MIXAL exploite une usine de fabrication de charpentes et menuiseries en bois. L'équipe dirigeante a été renouvelée fin 2022.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérification de la conformité de l'installation aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2410 (installation où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 11 - I.	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
11	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 17	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22 - V.	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 4	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 5	Sans objet
3	Généralités	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 10	Sans objet
4	Dispositions supplémentaires pour les équipements susceptibles de...	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 10 - I.	Sans objet
6	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 12 - I.	Sans objet
7	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 12 - II.	Sans objet
8	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 13	Sans objet
9	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 14 - I.	Sans objet
10	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 14 - II.	Sans objet
12	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22- I.	Sans objet
14	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 25	Sans objet
15	Collecte et rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 32	Sans objet
16	Valeurs limites effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 45 – I.	Sans objet
17	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 48 - III.	Sans objet
18	Rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 18/10/2021, article 2.1.1	Sans objet
19	Rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 18/10/2021, article 2.2.1	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats réalisés mettent en évidence des faits non conformes relatifs :

- à la résistance au feu des structures fermées,
- à la vérification des installations électriques et moyens de lutte contre l'incendie,
- à l'absence d'un dispositif extérieur de confinement des eaux d'extinction incendie,
- au non respect des fréquences de mesures de rejets à l'atmosphère.

Ces faits justifient, de part leur gravité, et le risque d'atteinte aux intérêts de l'article L. 511-1 du Code de l'environnement notamment sur l'aspect sécurité et risque de pollution, une proposition de mise en demeure.

Plus globalement, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne dispose pas d'outil permettant de tracer les actions mises en oeuvre pour lever les non conformités relevées lors des contrôles périodiques, de prévoir les commandes de réalisation des contrôles périodiques et campagnes de mesures à réaliser. La mise en place d'outils de gestion et pilotage est nécessaire.

### **2-4) Fiches de constats**



## N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;- le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li><li>- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li><li>- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;</li><li>- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :- le plan de localisation des risques, (cf. Art. 8) ;</li><li>- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. Art. 9) ;</li><li>- le plan général des stockages (cf. Art. 9) ;</li><li>- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. Art. 9) ;</li><li>- le registre indiquant les dates de nettoyage (cf. Art. 10) ;</li><li>- les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. Art. 11) ;</li><li>- les consignes d'exploitation (cf. Art. 25) ;</li><li>- le(s) registre(s) de vérification(s) périodique(s) et de maintenance des équipements (cf. art. 14, 17 et 20) ;</li><li>- le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau industrielle (cf. Article 28) ;</li><li>- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. Art. 29) ;- le registre des déchets (cf. Art. 51) ;</li><li>- le programme de surveillance des émissions (cf. Art. 52).</li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Une partie des documents est disponible sur le serveur informatique de la société. Le dossier n'est pas à jour et ne comporte pas l'ensemble des documents.
<b>Observations :</b> Par courriel du 10 mai 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées avoir constitué le dossier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de propriété. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.
<b>Constats :</b> L'installation est implantée conformément aux plans du dossier d'enregistrement soit à une distance de 20 mètres des limites de propriété. Il n'y a pas de locaux habités ou occupés par des tiers en dessus ni en dessous de la menuiserie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté des locaux et des équipements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
<b>Constats :</b> Les locaux sont propres et nettoyés régulièrement. Cf point n°4
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Dispositions supplémentaires pour les équipements susceptibles de...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 10 - I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements pouvant dégager des poussières inflammables
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> A. - Les installations sont débarrassées régulièrement, et au minimum au moins une fois par an, des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. B. - Sans préjudice des dispositions du code du travail, toutes les dispositions sont mises en œuvre pour limiter l'émission de poussières dans les équipements (capotage, aspiration, système de récupération par gravité...). C. - Des dispositions sont prises pour éviter une explosion ou un incendie et limiter leur propagation et leurs conséquences lorsqu'ils se produisent. Des points d'accès (trappe ou toute autre ouverture) sont prévus pour que les secours puissent projeter des agents extincteurs à l'intérieur des stockages confinés (récipients, silos, bâtiments fermés). D. - Un dispositif d'avertissement automatique signale toute défaillance des installations de captage qui n'est pas directement décelable par les occupants des locaux. E. - Le fonctionnement des machines de production est asservi au fonctionnement des équipements d'aspirations quand ils existent. F. - Les filtres sont sous caissons et sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique) débouchant sur l'extérieur. Le stockage des poussières récupérées s'effectue à l'extérieur de l'atelier, en dehors de toute zone à risque identifiée à l'article 8. Toutes les mesures sont prises pour éviter la formation d'étincelles.
<b>Constats :</b> Les locaux sont nettoyés entièrement (paroi, sols, structures porteuses etc...) une fois par an. Tous les vendredis, les zones de travail sont nettoyées. Les machines de production sont asservies au fonctionnement de l'aspiration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 11 - I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Résistance au feu structures fermées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux de structure fermée présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <p>Ouvrages :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- murs extérieurs porteurs ou systèmes poteaux-poutres : R 60 ;</li> <li>- murs séparatifs intérieurs : EI 60 ;</li> <li>- planchers/sol : REI 60 ;</li> <li>- portes et fermetures : EI 60 ;</li> <li>- toitures et couvertures de toiture : BROOF (t3) ;</li> </ul> <p>Cantonnement : DH 60 ;</p> <p>Eclairage naturel : classe d0.</p> <p>(...)</p> <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>La surface des mezzanines occupe au maximum 50 % de la surface du niveau au sol de l'atelier.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter des justificatifs des caractéristiques de réaction et de résistance au feu des locaux de structure fermée.
<p><b>Observations :</b> Par courriel du 10 mai 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection un document émis par la société JORISIDE présentant les systèmes constructifs incendie-feu respectant les normes réglementaires.</p> <p>Ce document ne permet pas de justifier des caractéristiques de réaction et résistance au feu du bâtiment objet de l'inspection. La société Mixal, depuis l'inspection du 22 février 2023, n'a pas réussi à présenter à l'inspection les justificatifs attendus. De ce fait, l'inspection estime que la mise en demeure doit être proposée à ce stade.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



## N° 6 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 12 - I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes à disposition du SDIS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours à tous les lieux. L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a convenu avec le SDIS de la procédure en cas d'incendie. Le SDIS ne réclame que l'affichage sur le portail du numéro à joindre en cas d'incendie. Ce numéro est bien affiché à l'endroit recommandé par le SDIS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 12 - II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité engins de secours
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Accessibilité des engins à proximité de l'installation : Une voie " engins " au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation. Cette voie " engins " respecte les caractéristiques suivantes : -la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; -dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15 / R$ mètres est ajoutée ; -la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ; -chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie "engins". En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie " engins " permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les quarante derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.
<b>Constats :</b> Il existe une voie engins permettant l'accessibilité des engins de secours en tout point du terrain.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs évacuation fumées et chaleur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 mètres carrés est prévue pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage.</p> <p>Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932 ou équivalent et version à jour. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>(...)</p>
<b>Constats :</b> Nous avons constaté la présence d'exutoires de fumées en toiture. L'ouverture et la fermeture est possible depuis le sol du local, à proximité d'un accès de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 14 - I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>1° D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</p> <p>2° D'un ou plusieurs appareils fixes de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.</p> <p>Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).</p> <p>A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction ou tout autre moyen équivalent est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Ce dispositif dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement ;</p> <p>3° D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'installation dispose de téléphones fixes et mobiles pour alerter les secours.</p> <p>Une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> est installée en partie Sud du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 10 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 14 - II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique moyens de lutte incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. Les emplacements des appareils fixes de lutte contre l'incendie et des extincteurs sont matérialisés sur les sols ou les bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes).
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu présenter le rapport relatif à la vérification périodique des matériels de lutte contre l'incendie.
<b>Observations :</b> L'exploitant, par courriel du 10 mai 2023, a transmis le compte rendu de vérification périodique des extincteurs réalisé le 17 mars 2023 par la société HRONOFEU, soit plus d'un mois après l'inspection. Le matériel de lutte contre l'incendie (extincteurs) du bâtiment objet de l'enregistrement, ne présente pas de non conformités.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Dispositif de prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection le dernier rapport de contrôle des installations électriques ni de registre permettant de tracer les suites données aux non conformités/défauts relevés par ces contrôles.
<b>Observations :</b> Par courriel du 10 mai 2023 soit plus d'un mois après l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport du dernier contrôle périodique des installations électriques réalisé par la société DEKRA le 9 mars 2023. Ce contrôle met en avant des non conformités pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion (systèmes de protection contre les surintensités, protections thermique, différentielle...). L'exploitant n'a pas transmis l'extrait du registre mentionnant les actions correctives prévues et le délai associé à chaque action.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 12 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22- I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b> Nous avons constaté dans les ateliers le stockage des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux sur rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 22 - V.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Confinement des eaux polluées
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment. Les dispositifs intérieurs sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement à l'extérieur du bâtiment, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement à l'intérieur du bâtiment, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement à l'extérieur, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :- - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées ou rejetées au milieu naturel après avoir été traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. En cas de rejet au milieu naturel, l'exploitant devra justifier de l'absence de pollution créée par ce rejet.
<b>Constats :</b> Le site est équipé de deux dispositifs : - de barrières amovibles manuelles permettant de recueillir les eaux d'extinction incendie et autres liquides en provenance de l'intérieur du bâtiment, - d'un bassin de confinement des eaux d'extinction de 530 m <sup>3</sup> , conformément au dossier et notamment la note de calcul D9A. Le bassin de confinement ne semble pas étanche, il n'y a pas de géomembrane visible. L'exploitant ne sait pas si le bassin est équipé d'un dispositif d'obturation.
<b>Observations :</b> L'inspection précise que le justificatif de conformité du dossier de demande d'enregistrement décrit : - pour le confinement des eaux d'extinction incendie à l'intérieur du bâtiment : un dispositif de barrière amovibles, - pour le dispositif de confinement à l'extérieur du bâtiment, nécessaire au confinement des eaux d'extinction incendie générées par la lutte contre un incendie avec intervention des pompiers à l'extérieur du bâtiment : un dispositif conforme à la disposition de l'article 22-V imposant un dispositif automatique d'obturation. En l'absence de justification de l'existence du système d'obturation, la mise en conformité du bassin est à prévoir.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</li> <li>-l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>-l'obligation du " plan de prévention " pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>-les conditions de stockage des produits ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>-les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 22 ;</li> <li>-les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. L'ensemble du personnel, y compris intérimaire, est formé à l'application de ces consignes.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Les consignes sont établies et affichées. Chaque salarié en dispose.</p> <p>Un exercice incendie est réalisé tous les ans.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 15 : Collecte et rejet des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Séparateur hydrocarbures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique ou dans le milieu naturel si le réseau spécifique est inexistant et après justification par l'exploitant de l'absence de pollution créée par ce rejet. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442 (version 2007 ou version ultérieure) ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Nous avons constaté la présence d'un séparateur à hydrocarbures. Cet équipement, installé depuis moins de deux ans, n'a pas encore fait l'objet d'un curage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Valeurs limites effluents gazeux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 45 – I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites émissions poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents gazeux respectent les valeurs limites pour le paramètre poussières totales ci-après selon le flux horaire (Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h : 100 mg/m <sup>3</sup> - Flux horaire supérieur à 1 kg/h : 40 mg/m <sup>3</sup> ). Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.
<b>Constats :</b> Une mesure des effluents gazeux a été réalisée le 4 octobre 2021. Les valeurs limites sont respectées : moyenne de 38 mg/m <sup>3</sup> pour une valeur limite de 100 mg/m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 17 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 48 - III.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence campagne de mesures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.
<b>Constats :</b> L'installation a été mise en fonctionnement en septembre 2021. Les mesures de bruit n'ont pas encore été réalisées. Elles sont programmées pour l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 : Rejets à l'atmosphère**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2021, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet à l'atmosphère
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'air filtré de l'installation de dépoussiérage existante n'est pas canalisé et n'est pas rejeté par l'intermédiaire d'une cheminée. Le rejet se fait par l'intermédiaire de deux trappes carrées située à 4 mètres de hauteur.
<b>Constats :</b> Nous avons constaté l'existence des deux trappes. L'installation de dépoussiérage est conforme à la description faite dans le dossier de demande d'enregistrement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2021, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence mesures Valeurs limites
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure de la concentration et du flux de poussières totales est effectuée par un organisme agréé : <ul style="list-style-type: none"><li>- 2 fois par an pendant la période de rejet à l'atmosphère,</li><li>- 1 fois par an pendant la période de rejet dans l'atelier.</li></ul> La moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni à l'inspection un rapport de mesure du 4/10/21, 8/07/22, 7/10/2022. Le rapport relatif à la mesure réalisée le 13/04/23 a été transmis après l'inspection. Les fréquences de réalisation des contrôles sont pas respectées ainsi que la valeur limite d'émission sur le paramètre poussières. Les valeurs mesurées sont comprises entre 0,22 et 1,1 mg/m pour une valeur limitée fixée à 100 mg/m
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet